Travail, nature et capital. Repenser le communisme contre la crise écologiste

**Notre monde est entré dans une phase de crise organique, à la fois sociale, écologique et politique. Face à cela, la question politique par excellence que posait le révolutionnaire russe Lénine – que faire ? – apparait d’une brûlante actualité. Alors que des militants et activistes s’engagent dans des luttes qu’ils désirent convergentes, nombreux sont celles et ceux qui évitent, souvent à dessein, la question centrale du politique, celle du pouvoir. Contre les gestes de désespoir qui visent notamment la destruction de créations humaines parce que ce sont ces mêmes humains qui détruisent la nature, il est intéressant de repenser l’héritage des révolutions communistes et leur geste le plus précieux : une rupture radicale dans la direction de la destinée des sociétés.**

**Elie Teicher et Antoine Blanchard**

**Elie Teicher est historien.**

**Antoine Blanchard aussi.**

**Il existe une double exploitation capitaliste. Celle du travail et celle de la nature, les deux sources de toute richesse[[1]](#footnote-1). Le régime de production capitaliste suppose en effet, dans un même mouvement, un antagonisme Capital-Travail et un antagonisme Capital-Nature. Ces deux antagonismes doivent être pensés de concert et la notion de communisme le permet. Pour effectuer une telle réflexion, il faut néanmoins tenir à distance deux écueils qui sont à la fois ceux du système soviétique[[2]](#footnote-2) et ceux de l’écologie catastrophiste actuelle. Partant des impasses de ces deux exemples, il est alors possible de proposer des pistes pour un à-venir du communisme en tant que mouvement d’émancipation de l’humain et de la nature.**

**L’écologie comme rapport social**

D’un point de vue historique, ce qui est aujourd’hui appelé « mouvement écologique » peut être considéré comme procédant d’une mise en avant de la nécessité d’une politique de défense du, ou plutôt des, milieux de vie. Né dans les années 1970 à une époque de grands bouleversements (urbanisation rapide, multiplication exponentielle des voitures individuelles, lente disparition du monde paysan avec des agriculteurs désormais dépendants de la pétrochimie et de l’industrie, ou encore l’apparition de grandes infrastructures modernes telles que les autoroutes et les supermarchés), ce courant politique a pour but dès ses origines de préserver un milieu particulier face à des transformations qui risquent bien de lui nuire. Plusieurs décennies et de nombreuses recherches scientifiques plus tard, ce n’est désormais plus un ou des milieux qui sont à protéger, mais la planète toute entière. Il est désormais avéré que l’organisation passée et actuelle des activités humaines, si elle n’était pas radicalement transformée, ferait courir l’humanité à sa perte.

Des années 1970 à aujourd’hui, on peut envisager la défense de la nature comme la défense des milieux de vie sous la modalité du « monde vécu ». Si l’on suit André Gorz sur ce point, il faut comprendre la finalité d’un monde sur le mode du « vécu » comme correspondant à la maitrise par les producteurs du sens (à la fois direction, sensation et signification) de l’activité productive. Pour autant, selon Gorz, le système de production moderne, avec la bureaucratisation et la technicité qui le caractérise, et donc la démultiplication à l’infini des intermédiations, a colonisé les mondes vécus et prive en conséquence les individus de la possibilité même d’un monde en commun. Pensé dans ce sens, le mouvement écologique ne serait ni plus ni moins que la résistance organisée face à cette expropriation du monde vécu, tant au nom de la défense de cette « nature » qu’au nom de la revendication de la capacité à organiser nos activités de manière à satisfaire les besoins de toutes et tous et à leur donner du sens[[3]](#footnote-3).

C’est en ce sens que nous aimerions questionner le rapport entre écologie et communisme, puisqu’il semble bien que les deux problèmes constituent les deux faces d’une même pièce mise en circulation par le mode de production capitaliste[[4]](#footnote-4). La question, souvent analysée du seul point de vue de la destruction de l’environnement, a déjà généré de nombreuses réflexions qui insistent sur l’émergence d’une nouvelle ère géologique : le Capitalocène[[5]](#footnote-5). Le capitalisme et son mouvement essentiel, la quête infinie de la maximisation des profits privés, ne peuvent être compatibles avec une politique de protection de la nature soumise à l’exploitation. De la même manière, on peut considérer que toute avancée sociale ne constitue qu’une euphémisation des conséquences de la loi plus fondamentale de la plus-value, à laquelle sont soumises toutes les activités humaines en régime capitaliste.

Le problème mérite selon nous un décentrement des réflexions, en abordant la question non pas sous la seule critique du capitalisme, mais sous l’angle de ce qui en fut pendant longtemps l’antithèse : le communisme. Dans cette perspective, la « question écologique » doit se penser en fonction de ce que peut être le communisme, en considérant ce qu’il a été mais aussi ce qu’il devait être pour celles et ceux qui l’ont porté. Dès ses débuts, et sous la plume de ses principaux théoriciens, le communisme ne s’est en effet jamais limité à la seule émancipation des travailleurs face au capital mais a au contraire envisagé la question de la production en tant qu’activité transformatrice d’une nature pensée autrement que comme un objet exploitable à la disposition des êtres humains.

**Ni attentisme ni catastrophisme**

Le premier et principal écueil est d’abord un régime problématique de l’attente. Le communisme tel qu’il s’est réalisé au cours du XXe siècle n’est pas seulement marqué par de grands drames humains, il est un régime qui remet à plus tard la question de l’émancipation. Appliquant dogmatiquement les « étapes » qui devaient être celles de la construction du nouveau mode de production, le régime soviétique est d’abord passé par la fameuse « dictature du prolétariat », étape nécessaire mais temporaire à l’avènement de la société sans classes. L’étape a cependant duré jusqu’en 1991 et la société promise n’advint jamais, malgré des initiatives surprenantes et notables héritées de l’idée que le communisme avait véritablement pour but de changer la face du monde. Cette attente d’un futur radieux s’est donc transformée en facteur d’inertie dans la société présente[[6]](#footnote-6).

De même, mais en négatif, le mouvement écologique se construit en rapport d’un futur certes pas radieux, cette fois, mais catastrophique. L’augmentation de la température moyenne de la planète, la montée des eaux, la destruction des écosystèmes et les autres catastrophes naturelles ne seraient que les prémisses d’une apocalypse environnementale pensée comme inévitable. Dans ce cas aussi, un régime de l’attente se construit, régime qui empêche également de s’inscrire dans une lutte politique présente tant l’avenir serait quoi qu’il arrive désastreux. Le problème est à ce point sérieux qu’il fait naitre dans le débat public de nouveaux concepts, et même de nouveaux maux psychosociaux, à l’image de « l’éco-anxiété », ou angoisse liée à la crise climatique. Un tel glissement interroge : les éco-anxieux peuvent difficilement être vus comme des acteurs politiques, tant le terme même qui sert à les désigner les classe davantage dans la catégorie des « malades » ou, à tout le moins, des êtres en souffrance. Ici aussi, le temps présent est abandonné au futur, sombre et anxiogène.

Nous voudrions proposer de repenser l’écologie politique en fonction de ces deux limites négatives : un futur radieux qui n’advient jamais d’une part et, d’autre part, la crainte d’un futur apocalyptique sans cesse annoncé.

Commençons par la première limite. Si on en revient à l’histoire concrète de l’URSS, la révolution russe de 1917 pose les germes d’une espérance de transformation radicale. À ce moment, tout semble possible, les utopies les plus créatives sont imaginées, alors même qu’une série de bouleversements politiques sont à l’œuvre. Ils concernent évidemment la propriété privée mais aussi la place des femmes dans la société, l’art, l’éducation et également, c’est moins connu, l’écologie. Ainsi, l’historien Jean Batou rappelle que dans l’après 1917 « *les chercheurs russes se trouvent alors à l’avant-garde »* de sciences et de savoirs du vivant. « *Mais surtout, le gouvernement soviétique est le premier au monde à établir des parcs nationaux totalement isolés voués à l’étude des mécanismes de l’environnement, afin de développer des mesures de réhabilitation des zones dégradées[[7]](#footnote-7)* ».

Dans ces matières comme dans beaucoup d’autres, c’est la rupture engendrée par l’événement de 1917 qui permet d’imaginer une série d’autres mondes possibles. 1917 ouvre une brèche d’espoir qui permet de laisser libre cours à l’imagination créatrice. Bien entendu, tous les soviétiques ne sont pas « écologistes » (loin s’en faut), mais la révolution et la rupture qu’elle fonde avec l’ordre établi autorise à penser une série de contre-modèles écologiques. Cette brèche se referme cependant à la fin des années 1920. Avec la mainmise de Staline sur l’URSS, celle-ci entre dans une phase de consolidation et d’affirmation du pouvoir d’État, productiviste et collectiviste. C’est ici que s’installe le (très long) moment de la « dictature du prolétariat » qui, après la phase révolutionnaire, devait conduire au communisme. Dans ce rapport à l’avenir, l’utopie d’un présent écologique n’a plus sa place, d’autant que l’URSS fait face aux puissances extérieures et que bientôt, le monde sera plongé dans le deuxième grand conflit mondial. Ainsi, la croyance dans un avenir radieux a-t-elle fait office de salut chrétien laïcisé, remettant systématiquement et confortablement à demain le projet d’une société juste et égalitaire.

Lorsqu’on envisage la seconde limite, celle du catastrophisme, il faut se rappeler que cette pensée apocalyptique a souvent été exprimée dans le discours écologique, même lorsque celui-ci était non seulement politisé et partisan mais également radical. Beaucoup se souviennent à ce propos de l’intervention de René Dumont, loin d’être une figure du désarmement politique, à la télévision en 1974 pour sa candidature à l’élection présidentielle en France : « *Je bois devant vous un verre d’eau précieuse puisqu’avant la fin du siècle si nous continuons un tel débordement elle manquera*[[8]](#footnote-8) ». Or les années 1960 et 1970 sont marquées par un espoir révolutionnaire renouvelé. Alors que l’URSS s’installe dans un système économique et social qui enchante peu, les révolutions chinoise, algérienne, cubaine et vietnamienne laissent imaginer à nouveau que tout est possible, du point de vue de l’émancipation sociale, nationale et, espère-t-on, internationale.

L’emballement révolutionnaire caractérise la décennie 1960 et fait aussi de mai 1968 un évènement qui rouvre les imaginaires, comme en son temps la Révolution d’octobre. L’écologie politique procède de cet espoir qui met l’accent sur la défense du monde vécu et dont André Gorz se fera l’un des porte-voix. Néanmoins, ce mouvement n’échappe pas au reflux des luttes politiques offensives, battues en brèche par les crises économiques de la décennie 1970 et, surtout, par les réponses politiques qui y sont apportées. Le néo-libéralisme, qui s’affirme au début des années 1980 avec comme slogan « *There is no Alternative* », tue tout espoir. Le mouvement écologiste doit se plier au cadre que lui laisse la nouvelle contre-révolution capitaliste et ne peut en aucun cas prétendre faire « révolution ». Les bases sont jetées pour que s’établisse une politique écologique réformiste incapable de solutionner le dérèglement climatique. On assiste dans le même temps à l’émergence d’un catastrophisme attentiste paralysant, incapable de s’approprier le problème de manière authentiquement politique. Ces deux impasses nourrissent aujourd’hui encore les actions militantes et désespérées, s’attaquant par exemple aux œuvres d’art, afin d’attirer l’attention sur le péril climatique.

**La question du pouvoir**

Entre l’espoir nourri par 1917 et l’espoir tué par le néo-libéralisme, il y a une leçon à tirer. Cette leçon, c’est celle du pouvoir. C’est bien la prise de pouvoir de 1917, évènement tout à fait perturbateur, qui autorise à imaginer un autre monde. C’est parce que les bolchéviques ne se sont pas contentés d’attendre que le régime tombe, mais qu’ils ont contribué à sa chute, que se produisit une telle ouverture des possibles. Mais une fois que le pouvoir est réservé aux mains de quelques-uns et totalement bureaucratisé, l’espoir ne peut que s’effriter. Si l’on suit ce cheminement de pensée, il apparaît que les militants ne peuvent en aucun cas faire l’impasse sur la question du pouvoir : il leur faut construire une nouvelle théorie du rapport de force face à la bourgeoisie capitaliste, qui tient les rênes de la production. Dès lors, l’écologie politique ne peut se contenter de proposer des mesures pour le climat : l’enjeu auquel elle fait face lui demande d’être révolutionnaire, donc uniment écologiste et communiste, c’est-à-dire de défendre le monde vécu en affrontant à la fois la contradiction Capital-Travail *et* la contradiction Capital-Nature[[9]](#footnote-9). De cette manière, il sera possible d’imaginer une société libérée de l’exploitation humaine mais où l’environnement est respecté en fonction des besoins collectifs, dans un système de production où chacun est considéré comme un citoyen plein et entier, c’est-à-dire un citoyen capable de penser et de comprendre son activité transformatrice de la nature : le travail.

Le cœur du problème écologique devrait nécessairement être celui de la production, donc du travail pensé comme activité sociale. De ce point de vue, la seule réponse au problème climatique est donc communiste, considéré comme la mise en forme d’un rapport de force qui parvient à contrer, de l’intérieur ou de l’extérieur, l’ordre capitaliste qui règne sur l’état actuel des choses. Par le passé c’est ce mouvement porté par une classe consciente de ses intérêts qui a instauré un régime général de sécurité sociale en subvertissant la logique capitaliste. L’écologie communiste devrait ressaisir ces prises de pouvoir inachevées et mettre fin à l’exploitation potentiellement infinie des hommes et des écosystèmes.[[10]](#footnote-10)

Ainsi, le communisme sera écologique ou ne sera pas. Un rapport émancipé des humains entre eux et avec la nature peut donc être esquissé en relisant l’histoire de la théorie et de la pratique communiste. Karl Marx traçait déjà cette voie, alors que la révolution industrielle battait son plein. Plus de 150 ans plus tard, ses lignes résonnent encore :

« […] *la liberté ne peut consister qu’en ceci : les producteurs associés – l’homme socialisé – règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d’être dominés par la puissance aveugle de ces échanges ; et ils les accomplissent en dépensant le moins d’énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais l’empire de la nécessité n’en subsiste pas moins. C’est au-delà que commence l’épanouissement de la puissance humaine qui est sa propre fin, le véritable règne de la liberté qui, cependant, ne peut fleurir qu’en se fondant sur ce règne de la nécessité* »[[11]](#footnote-11).

1. Marx écrivait dans *Le Capital*, reprenant en cela les mots de William Petty que « le travail n’est (…) pas l’unique source des valeurs d’usage qu’il produit, de la richesse matérielle. Il en est le père, et la terre la mère », *Le Capital*, Livre I, p. 119. [↑](#footnote-ref-1)
2. Nous refusons ici d’employer les termes de « socialisme réel » qui trompent le lecteur sur la réalité du régime soviétique qui n’a jamais connu de socialisation des moyens de production. Par ailleurs, ce système est passé par de nombreuses phases aux objectifs et conséquences différents qui n’autorisent pas à le ramener à la notion figée de « socialisme réel ». À ce sujet, voir Lewin M., *Le siècle soviétique*, Paris, Fayard/Le Monde diplomatique, 2003. [↑](#footnote-ref-2)
3. A. Gorz, « L’écologie politique entre expertocratie et autolimitation », dans *Leur écologie et la nôtre*, Seuil, 2020 [1992], p. 115 – 138. [↑](#footnote-ref-3)
4. Par mode de production, il faut entendre les formes sociales et les règles juridico-politiques qui président à la reproduction des rapports sociaux des êtres humains, en interaction avec leurs milieux. Le mode de production capitaliste procède de l’accumulation primitive et de l’accaparement-expropriation, qui se traduit par des politiques d’exploitation, de la nature et des personnes. Les rapports sociaux capitalistes sont essentiellement caractérisés par la propriété privée des moyens de production et le travail salarié. [↑](#footnote-ref-4)
5. Par exemple, F. Lordon, « Le climat : appels sans suite (1) », La pompe à phynance, 12 octobre 2018, <https://bit.ly/2EprWuu>. [↑](#footnote-ref-5)
6. Bien entendu, les discours officiels des dirigeants soviétiques ont prétendu que cette phase était dépassée. Cet écart flagrant entre des discours idéologiques tournant à vide et une réalité sociale tout autre a été mis en avant par M. Lewin, « Le socialisme soviétique : une erreur d’étiquetage », in *Russie/URSS/Russie (1917-1991)*, Paris, Syllepse, 2017 [1995], p. 65-95. [↑](#footnote-ref-6)
7. J. Batou, « Révolution russe et écologie », *Vingtième siècle. Revue d’histoire*, n°35, 1992, p. 16-28. Il faut noter que cette démarche se distingue de celle de la création des parcs nationaux américains, souvent présentés comme précurseurs. Sur cette question, voir K. Jacoby, *Crimes contre la nature. Voleurs, squatteurs et braconniers : l’histoire cachée de la préservation de la nature aux États-Unis*, Anarchasis, 2021. [↑](#footnote-ref-7)
8. La vidéo est disponible en ligne : https://bit.ly/3RetWI3. [↑](#footnote-ref-8)
9. Il ne s’agit pas de dire ici qu’il faut classiquement « prendre le pouvoir » ou même changer ceux qui sont au pouvoir par d’autres qui seraient plus vertueux. Refonder une théorie du pouvoir consiste à repenser politiquement la question de la production et celle de la valeur, en refusant les catégories imposées par le mode de production capitaliste (rareté, limite des ressources, approvisionnement énergétique, etc.). Ce travail nécessaire demeure encore à ce jour bien trop limité, comme le révèle la critique stimulante mais quelque peu abstraite de S. Aumercier, « Il n’y a aucune solution à la crise énergétique », Palim-Psao, juin 2022, [https://bit.ly/3Ya4t4S](http://www.palim-psao.fr/2022/06/il-n-y-a-aucune-solution-a-la-crise-energetique-par-sandrine-aumercier.htmlhttps%3A//bit.ly/3Ya4t4S). [↑](#footnote-ref-9)
10. Voir K. Marx et F. Engels, *L’idéologie allemande*, 1845 : « *Le communisme n’est pas un état de chose qu’il convient d’établir, un idéal auquel la réalité devra se conformer. Le communisme est le mouvement réel qui abolit l’état actuel des choses ».* Par exemple,c’est de ce mouvement de subversion du capitalisme dont le sociologue Bernard Friot se revendique dans sa mise au jour d’un régime général de sécurité sociale qui fonde une institution communiste au cœur de la société capitaliste. On consultera avec profit le livre de « conversations sur le communisme » entre B. Friot et F. Lordon, *En travail*, La Dispute, 2021, p. 18 et sv. [↑](#footnote-ref-10)
11. K. Marx, *Le Capital*, Livre III, Paris, Gallimard, 2008, p. 2049-2050. [↑](#footnote-ref-11)